
Organe de l'ONU, le GIEC a dévoilé un nouveau rapport alarmant ce lundi 9 août 2021.

Le dérèglement climatique est généralisé, rapide et s'intensifie, pointent les scientifiques. Tour d'horizon non-exhaustif des points marquants de cette nouvelle publication qui fait froid dans le dos.

Le rapport montre que les actions humaines peuvent encore déterminer l'évolution du climat à venir. Il est clairement établi que le dioxyde de carbone (CO₂) d'origine anthropique (provenant de l'Homme) est le principal moteur du changement climatique, même si d'autres gaz à effet de serre et divers polluants atmosphériques affectent eux aussi le climat.

«Il faudra, pour stabiliser le climat, procéder à des réductions fortes, rapides et soutenues des émissions de gaz à effet de serre et ramener à zéro les émissions nettes de CO₂. La limitation des autres gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques, en particulier le méthane, pourrait être bénéfique pour la santé publique comme pour le climat», a déclaré M. Panmao Zhai, coprésident du groupe de travail I du Giec.

+ 5,7 C. C'est le point central du rapport. Dans tous les scénarios envisagés, du plus optimiste au plus pessimiste, la température mondiale devrait atteindre + 1,5 °C en 2030 par rapport à l'ère préindustrielle, soit dix ans plus tôt que la précédente estimation du GIEC, il y a trois ans. Mais le GIEC envisage aussi un réchauffement pouvant atteindre +5,7°C... et cette hypothèse est loin d'être insensée, pour plusieurs raisons. À peine la moitié des gouvernements ont révisé leurs engagements d'émissions de gaz à effet de serre. La précédente série d'engagements, pris dans la foulée de l'Accord de Paris de 2015, conduirait à un monde à +3°C, s'ils étaient respectés (ce qui n'est souvent même pas le cas). Au rythme actuel, le monde se dirige plutôt vers +4 C ou +5 C.

Le GIEC pointe la responsabilité humaine dans ce réchauffement de la planète. Oui, c'est un fait, l'activité humaine est bien responsable, mais de quelle activité humaine parle-t-on?

Le GIEC n'avait jamais autant parlé du méthane, deuxième gaz à effet de serre le plus important après le CO₂. Il sonne l'alerte ce lundi : si les émissions de CH₄ ne sont pas réduites, cela pourrait saper les objectifs de l'Accord de Paris. Les concentrations de CH₄ dans l'atmosphère - auxquelles contribuent les fuites venues de la production de gaz, les mines, le traitement des déchets et le bétail - sont à leur plus haut depuis 800 000 ans. Ce gaz a un pouvoir de réchauffement bien plus important que le CO₂, même s'il reste moins longtemps dans l'atmosphère.

D'après l'ONU, chaque jour, 25 000 personnes, dont plus de 10 000 enfants, meurent de la faim et des causes associées. On estime que 854 millions de personnes sont sous-

alimentées dans le monde et que la hausse des prix risque de faire basculer 100 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté et la faim.

Près d'un milliard de personnes habitent dans les bidonvilles, soit environ un urbain sur trois dans les pays en développement.

Quelque 2,1 milliards de personnes, soit 30 % de la population mondiale, n'ont toujours pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable et 4,5 milliards, soit 60 %, ne disposent pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité.

Selon l'OMS, la précarité énergétique dans le monde est un enjeu majeur :

- **1 milliard** de personnes n'a pas d'accès à l'électricité.
- **3 milliards** de personnes cuisinent au bois ou au charbon.
- **25% du budget** des plus pauvres sert à s'éclairer et cuire le repas.
- **4 millions** de personnes meurent chaque année à cause de la pollution dans les maisons.
- **300 000** personnes meurent chaque année à cause des brûlures et incendies.
- La déforestation s'élève à l'équivalent de 57 500 terrains de foot par an.

Les multinationales violent les droits humains et détruisent l'environnement en toute impunité. Leurs lobbies façonnent les lois en fonction de leurs intérêts. Elles bénéficient de privilèges exorbitants, protégés par des accords de commerce et investissement : contre toute logique, ce sont les profits qui priment sur les droits humains !

Ces grandes entreprises veulent faire croire qu'elles sont la solution à la pauvreté, au changement climatique, mais ce sont des problèmes qu'elles ont elles-mêmes créés – ou aggravés. Elles se réinventent perpétuellement pour imposer leurs fausses solutions et empêcher l'adoption de toute mesure qui viendrait contraindre leurs activités, permettrait de les mettre sous contrôle, ou menacerait leurs profits. Elles ont réussi à imposer leur logique aux gouvernements et bénéficient d'une véritable architecture mondiale de l'impunité.

Au niveau international, alors que plus de 3400 traités de commerce et d'investissement protègent leurs profits, aucun traité ne contraint les multinationales à respecter les droits humains et l'environnement. Beaucoup de ces multinationales ne devraient plus appartenir aux actionnaires mais aux Nations, le profit ne doit plus être leur raison d'être mais bien la réponse aux besoins.

Le saviez-vous ?

- En 2021, on dénombrait ainsi **2755 milliardaires** à travers le globe.

- **189,3 milliards de dollars** c'est la richesse du premier milliardaire
- **1 %** de la population possède près de **la moitié** des richesses mondiales.

L'annonce de l'ONG Oxfam a fait des remous. Et pour cause ! Ce constat a mis en exergue une tendance qui ne cesse de s'accroître : l'écart entre les riches et les pauvres se creuse chaque année un peu plus...alors que les milliardaires émettent 1300 fois plus de CO2 qu'un Français en moyenne.

Selon un rapport de l'ONG Oxfam, les 1% les plus riches du monde, soit environ 63 millions de personnes, émettent deux fois plus de gaz à effet de serre que la moitié la plus pauvre de la population. Ils sont responsables à eux seuls de 15% des émissions cumulées.

Quant aux 10% les plus riches de la population mondiale, soit environ 630 millions de personnes, ils sont responsables d'environ 52% des émissions de CO2 cumulées.

Pour DAE SOS FUTUR, il y a urgence à agir pour limiter le réchauffement climatique et c'est pour cela que de grandes mesures politiques au niveau international doivent être prises. L'accès à l'électricité répond à un besoin vital de l'humanité, sa production doit être zéro carbone et s'accompagner d'une autre logique, à l'opposé de la loi du marché et du profit. C'est un enjeu de bien public.

La réalité de la situation planétaire montre bien que le profit pour la rémunération des actionnaires et milliardaires ne répondra ni aux enjeux climatiques, et encore moins à la fin de la pauvreté dans le monde.

Montreuil, le 16 août 2021